

Wij zijn ook solidair met de verschillende feministische strijdbewegingen die zich over heel de wereld verzetten tegen de opkomst van rechtse en conservatieve regeringen die de rechten van vrouwen, LGBTQIA+, mensen met een migratieachtergrond, e.a. aanvallen. Samen bouwen we aan een feministisch verzet, want geen vrouw is vrij tot alle vrouwen vrij zijn.

## **Wat doen we op 8\* Maart?**

(\*Wil jij een actie organiseren op 7 Maart? Contacteer dan je vakbond voor meer informatie)

We roepen alle vrouwen\* op om zich aan te sluiten bij de staking van 8 maart en wij roepen al onze bondgenoten op om de acties voor gelijkheid te steunen.

We stoppen met huishoudelijke taken, werk, studeren en consumptie. Samen gaan we de straat op en organiseren we acties op het werk en op studieplekken in heel België. Wij roepen alle vrouwen op om op hun manier deel te nemen. Wij zijn solidair met zij die niet kunnen wegwandelen van hun werk, met zij voor wie staken geen optie is, met zij die niet in staat zijn om actie te ondernemen, en in het bijzonder met vrouwen over de hele wereld die in enorm moeilijke omstandigheden leven.

Niet alleen in België zullen vrouwen op 8 maart staken. Miljoenen vrouwen in heel wat landen zullen hetzelfde doen. Over de hele wereld gaan vrouwen massaal de straat op. Want als vrouwen stoppen, stopt de wereld!

### **Wil jij ook in actie komen en de stakingsbeweging laten groeien?**

- Neem contact op met je lokale Collecti.e.f 8 maars groep. In elke provincie zijn wij aanwezig in de grote steden.
- Als jij actie wil ondernemen op de werkvloer: neem dan contact op met je vakbond en kijk hoe je kan staken of op welke manier je kan actievoeren.
- Plan een out-of-office, neem een uur extra pauze of ga een uur eerder naar huis.
- Onderneem actie binnen je studentenorganisatie en op je school.
- Hang een schort aan het raam.
- Stel het winkelen uit tot later.
- Doe geen klusjes in huis.
- Neem deel aan verschillende activiteiten in de steden.
- Nodig de mannen om je heen uit om solidair te zijn met onze strijd voor gelijkheid!

\*Vrouwen, genderminderheden en personen die zich hierin herkennen

# **Le 8 mars 2025 les femmes\* feront grève pour leurs droits et contre les plans de démantèlement du futur gouvernement.**



**Nous, membres du Collecti.e.f 8 Maars, syndicalistes, organisations de femmes et citoyens engagés, nous joignons à l'appel international pour une grève des femmes\* le 8 mars 2025, journée internationale des droits des femmes.**

Aujourd'hui, les femmes gagnent toujours beaucoup moins et assurent plus de soins et de tâches ménagères que les hommes. Le sexisme et la violence à l'égard des femmes restent un problème grave dans toutes les couches de la population et dans l'ensemble de la société.

Nous attendons des politiques qui cherchent à éliminer cette inégalité. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les négociations menées par Bart De Wever (NV-A) et Georges-Louis Bouchez (MR) en vue de la formation d'un nouveau gouvernement fédéral battent leur plein. Nous constatons que nous nous dirigeons vers une politique froide et antisociale qui affectera radicalement notre pouvoir d'achat, nos heures de travail, notre sécurité sociale, nos droits démocratiques et l'autodétermination concernant notre propre corps. Les négociateurs veulent prendre des mesures qui rendront encore plus difficile l'accès aux droits à la pension ou qui remettront en cause la semaine de 38 heures, ce qui nous obligera à travailler encore plus et de manière plus flexible. Ces plans sont catastrophiques pour l'indépendance financière des femmes, qui gagnent déjà beaucoup moins que les hommes. En outre, la lutte contre les violences faites aux femmes est pour l'instant passée sous silence et les cinq partis de l'Arizona ont bloqué l'extension de la loi sur l'avortement en septembre. Les plans de démantèlement du nouveau gouvernement rendront les femmes encore plus vulnérables et les plongeront davantage dans la précarité.

Il n'y a pas qu'en Belgique que les droits des femmes sont mis à mal et que nous assistons à une détérioration de la situation des femmes. Au niveau mondial, nous assistons à une montée de l'extrême droite. Donald Trump a été élu président des États-Unis pour la deuxième fois. Il est en train de construire un cabinet profondément conservateur par et pour les 1 % les plus riches, qui menace les droits des travailleurs ordinaires, des femmes, des migrants et des personnes LGBTQIA+.

Nous appelons donc toutes les femmes\* à envoyer un message fort le 8 mars pour les droits des femmes, contre les mesures de De Wever et Bouchez et pour la solidarité avec les femmes du monde entier. Le 8 mars, nous arrêterons massivement d'effectuer notre travail payé et nos tâches ménagères, d'étudier et de consommer. Ensemble, nous descendrons dans la rue parce que « quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête ».

### **Cinq raisons de rejoindre la grève des femmes\* le 8 mars :**

- 1. Mettre fin aux attaques contre le pouvoir d'achat et l'indépendance financière des femmes. Assurer un meilleur salaire minimum, une pension complète, une protection de l'indice, un espace pour les négociations salariales et de meilleurs contrats et rémunérations dans les secteurs féminins.**

L'écart salarial en Belgique est de 21 % et l'écart de pension atteint 31 %. Les bas salaires dans les secteurs « féminins », les nombreux emplois à temps partiel (la plupart du temps involontaires) des femmes et les carrières incomplètes sont à l'origine de cette situation. Les projets de De Wever et Bouchez vont creuser ce fossé. Voici quelques exemples. Les femmes sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs où la flexibilité est élevée et les salaires bas, comme les soins, la vente, le nettoyage et les titres de services. Au lieu de miser sur un salaire minimum de 17 euros de l'heure et de renforcer ainsi les salaires les plus bas, les négociateurs proposent de moins rémunérer le travail de nuit et de week-end. Les femmes sont directement touchées dans leur portefeuille. De plus, ils posent une bombe sous la semaine de 38 heures en affaiblissant les règles et en calculant différemment les heures supplémentaires. Au lieu d'œuvrer à la réduction du temps de travail, ils ouvrent la porte à la semaine de 48 heures et aux horaires hyper flexibles. Aujourd'hui, près de la moitié des femmes travaillent déjà à temps partiel, à la fois parce qu'il n'y a pas d'emplois à temps plein disponibles dans leur secteur et pour concilier vie professionnelle et vie privée. Cela deviendra totalement impossible si la flexibilité augmente, avec toutes les conséquences que cela implique pour la construction des carrières des femmes.

Nous en arrivons alors inévitablement aux pensions, qui ne seront pas épargnées. Le gouvernement Vivaldi a introduit le concept des 20 années de travail effectif et le futur gouvernement De Wever-Bouchez va encore plus loin. Ils exigent 35 années de travail effectif et continuent de couper dans les périodes assimilées. Ils empêchent ainsi les femmes, qui ont plus souvent des carrières incomplètes, d'obtenir une pension minimale.

- 2. Arrêter les économies dans les services publics. Investir davantage dans le secteur de la garde d'enfants et dans les services publics, qui souffrent de plusieurs années de coupes budgétaires.**

La situation préoccupante des services de garde d'enfants doit être résolue de toute urgence dans l'ensemble du pays. Nous sommes heureux des 200 millions d'euros d'investissement et des 10 000 places supplémentaires promis par le gouvernement flamand, et nous espérons que ces mesures seront bientôt appliquées. Néanmoins, cela reste insuffisant et nous ne pouvons pas nous arrêter là. Dans tout le pays, les places sont rares, les places disponibles sont souvent inabornables et le nombre d'enfants par travailleur est trop élevé. En outre, le gouvernement flamand a introduit des règles de priorité strictes excluant les parents travaillant à moins de 4/5 et a rendu les services de garde d'enfants plus coûteux. Là encore, ce sont les femmes qui sont contraintes de rester à la maison pour s'occuper des enfants, faute de crèches.

La pénurie ne concerne pas seulement les crèches : le déclin dans les secteurs de l'éducation, des transports, des soins de santé, des soins aux personnes âgées, des soins aux jeunes, de l'alimentation, etc. poussent aussi les femmes dans une situation difficile et inégalitaire. Pour lutter contre les inégalités, nous avons besoin de solutions sociales. Les femmes sont doublement punies : d'une part, parce que nous travaillons nous-mêmes massivement dans le secteur public, où la charge de travail augmente et les salaires sont bas ; d'autre part, parce que nous avons tout autant besoin de ces services pour vivre dignement.

**3. Mettre fin à la violence. Nous demandons plus de budget pour la prise en charge des victimes, la formation dans la justice et de la police, pour investir dans la prévention des violences sexistes et sexuelles contre les femmes\* et les enfants, ainsi que des recherches sérieuses sur l'ampleur du problème.**

L'amélioration des revenus des femmes et l'investissement dans les services publics sont des moyens de protéger les femmes victimes de violences. Les femmes en situation sociale difficile (contrats précaires, logements douteux, etc.) risquent davantage d'être confrontées à des situations de violence : elles ont peu d'accès aux soins et à leurs droits, et n'ont pas la possibilité de quitter définitivement leur lieu d'habitation ou leur partenaire violent.

Le nombre de féminicides ne diminue pas. Le sexisme, les comportements abusifs et la violence sexuelle ne diminuent pas. La police, la justice et la société ne prennent pas systématiquement au sérieux ce que les femmes disent, nous continuons à sous-estimer l'ampleur du problème et nous ne disposons pas de suffisamment de chiffres et de statistiques précis.

Nous attendons d'un gouvernement qu'il élabore un plan ambitieux basé sur les conventions internationales et doté des budgets correspondants pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Dans un tel plan, investir massivement dans l'accueil et la protection des victimes, dans la justice, la police, la prévention et les services sociaux, le logement et bien d'autres choses encore est une priorité. Jusqu'à présent, les notes des négociateurs gouvernementaux sont restées muettes à ce sujet.

**4. Mon corps, mon choix. Améliorer la loi sur l'avortement.**

La loi belge sur l'avortement est insuffisante. Chaque année, des centaines de femmes sont contraintes de se rendre à l'étranger pour interrompre leur grossesse après 12 semaines. Depuis des décennies, des professionnel-le-s de santé, des centres d'avortement et des organisations féministes militent pour l'élargissement du droit à l'avortement, c'est-à-dire pour le droit des femmes à décider sur leur corps. Ils demandent que le délai soit porté à au moins 18 semaines de grossesse et que le délai de réflexion obligatoire soit supprimé.

Sous le gouvernement Vivaldi, la proposition de loi commune visant à cet élargissement a été mise au frigo. Malgré un rapport d'experts scientifiques soutenant cette revendication, le dossier est resté bloqué. Après les dernières élections, plusieurs partis ont déposé de nouvelles propositions de loi dans ce sens. Cependant, la première décision des cinq partis de l'Arizona, dont Vooruit, a été de bloquer cet élargissement. ...;

Les inégalités en matière d'accès à la santé touchent particulièrement les femmes, les personnes précaires, sans papiers et LGBTQIA+.

Nous devons lutter contre la précarité menstruelle, alimentée par la taxation excessive des protections hygiéniques. Cela prive l'accès de nombreuses personnes à ces produits essentiels. Nous devons aussi lutter contre les mutilations génitales et les violences gynécologiques et obstétricales qui sont toujours d'actualité.

Le 8 mars, nous exigeons que les femmes puissent décider pour leur propre corps et réclamons l'amélioration de la législation en vigueur .

## **5. Solidarité avec les femmes du monde entier.**

Dans toutes les guerres et tous les conflits armés, les femmes, les enfants et les autres minorités sont les premières victimes de la violence. Les droits des femmes sont souvent menacés. La violence sexuelle et la traite des êtres humains sont encore et toujours utilisées comme armes de guerre dans différentes situations. Nous sommes solidaires des peuples de Palestine, du Liban et de nombreuses autres régions.

Nous sommes également solidaires des différents mouvements de lutte féministe menés dans le monde contre la montée des gouvernements d'extrême droite et conservateurs qui s'attaquent aux droits des femmes, des personnes LGBTQIA+, des personnes issues de l'immigration, etc. Ensemble, nous construisons une résistance féministe basée sur l'idée qu'aucune femme n'est libre si toutes les femmes ne le sont pas.

## **Que ferons-nous le 8\* mars ?**

(\*Vous voulez agir le 7 mars ? Contactez votre syndicat pour plus d'informations)

Nous appelons toutes les femmes\* à se joindre à la grève du 8 mars et nous appelons tous nos alliés à soutenir les actions en faveur de l'égalité.

Nous abandonnons les tâches ménagères, le travail, les études et la consommation. Ensemble, nous descendons dans la rue et organisons des actions sur les lieux de travail et d'études dans toute la Belgique. Nous appelons toutes les femmes à participer à leur manière. Nous sommes solidaires de celles qui ne peuvent pas quitter leur emploi, de celles pour qui la grève n'est pas une option, de celles qui ne sont pas en mesure d'agir, et surtout des femmes du monde entier qui vivent des moments extrêmement difficiles.

Il n'y a pas qu'en Belgique que les femmes se mettront en grève le 8 mars. Des millions de femmes dans de nombreux pays feront de même : en Espagne, en Suisse et surtout en Argentine. Partout dans le monde, les femmes descendront en masse dans la rue. Parce que quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête !

## **Vous aussi, vous voulez agir et faire grandir le mouvement de grève ?**

- Contactez l'un des groupes locaux Collecti.e.f 8 maars. Nous sommes présents dans les grandes villes de chaque province.
- Si vous souhaitez faire grève ou mener une action sur votre lieu de travail, contactez votre syndicat et voyez comment vous pouvez faire grève ou mener une action.
- Prévoyez une absence du bureau, prenez une heure de pause supplémentaire ou rentrez chez vous une heure plus tôt.
- Menez une action au sein de votre association étudiante et de votre école.
- Accrochez un tablier à la fenêtre.